

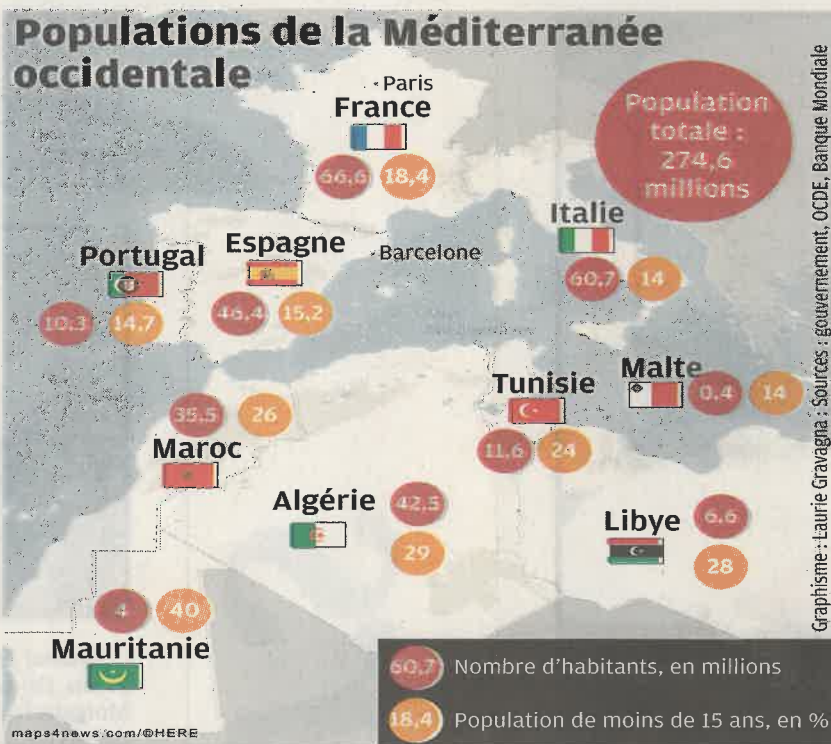
Méditerranée: les sociétés civiles en quête d'un avenir commun

Dix pays du nord et du sud de notre mer commune se rencontrent afin de définir ensemble des projets d'avenir

Par Frédéric CHEUTIN
Envoyé spécial à Montpellier
fcheutin@laprovence-presse.fr

Le monde vit des temps troublés. Et le bassin méditerranéen n'y échappe pas. Au nord, les peuples sont inquiets. Au sud, ils recherchent un avenir meilleur. De l'Italie à la France jusqu'à l'Espagne, les nationalismes ont le vent en poupe. De l'autre côté de la Méditerranée occidentale, la rue gronde, comme en Algérie, ou se déchire par les armes comme en Libye. Entre les deux, la Tunisie n'a pas encore fini de tourner la page de l'après-ben Ali, la Mauritanie est à la peine... Et, partout, au nord comme au sud, le terrorisme islamiste menace. C'est dire l'importance du forum de la Méditerranée, rassemblant France, Espagne, Italie, Portugal et Malte, au nord, et Algérie, Tunisie, Libye, Maroc et Mauritanie, au sud, qui s'est achevé, hier, à Montpellier.

Premier indice de son importance: la composition de ces dix délégations. Moyenne d'âge de 40,7 ans à peine et toutes sont paritaires - une exigence de la France, à l'origine du Sommet des deux rives qui se tiendra les 23 et 24 juin à Marseille. Huit d'entre elles sont conduites par des femmes, seules



L'Algérie et le Portugal font exception. Au total, on y compte 53 femmes pour 47 hommes. Ce dont n'a pas manqué de se féliciter le secrétaire d'État au-

près du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoine (lire ci-dessous) qui a également souligné l'importance de cet "exercice

de démocratie populaire" qui "permet de rapprocher des peuples issus de civilisations communes".

Le but de ce forum d'un genre inédit puisque s'adressant exclusivement à la société civile est de relancer la dynamique de coopération entre les deux rives de la Méditerranée occidentale. "On a un peu copié, souligne Jean-Baptiste Lemoine, ce que l'on a fait avec l'Europe. On est parti à six puis on a élargi. Il n'est donc pas exclu que d'autres partenaires nous rejoignent à l'avenir." Mais on n'en est pas là. Selon un participant algérien au forum, le Sommet des deux rives a de beaux jours devant lui car "la France et l'Algérie parviennent à s'entendre".

Alors, à Montpellier, les sociétés civiles, dont la délégation française conduite par Patricia Ricard (lire ci-dessous), ont discuté. De culture, de médias, de tourisme. Des échanges parfois brouillons mais riches d'espoir, tant ils ressemblent à ces petites graines qui, au final, donnent des champs - de possibles - à moissonner. Il faudra encore du temps et de l'énergie pour arriver aux buts que ce sont fixés les participants: offrir un avenir plus radieux aux Méditerranéens de l'ouest. Mais après tout, la mare nostrum, ne s'est pas faite en un jour.

Questions - réponses

Quels sont les pays concernés ?

Ce sont les pays composant le dialogue 5+5 sur la Méditerranée occidentale (Portugal, Espagne, France, Italie, Malte, pour la rive Nord; Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, pour la rive Sud). L'Union européenne, l'Allemagne, l'Union pour la Méditerranée, la Fondation Anna Lindh et les principales organisations économiques internationales présentes dans la région sont également associés (Banque Mondiale, Banque européenne d'investissement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Organisation pour la coopération et le développement économique).

Quels sont les forums thématiques préparatoires au Sommet des deux rives prévu à Marseille les 23 et 24 juin ?

Sur les cinq prévus, quatre forums ont déjà eu lieu: le forum "Énergies" à Alger, 8 avril; le forum "Jeunesse, éducation, mobilité" à La Valette, les 24 et 25 avril; le forum "Économie et compétitivité" à Rabat, Maroc, le 29 avril et celui consacré à "Culture, médias, tourisme" qui s'est achevé hier à Montpellier, France. Le dernier forum, "Environnement et Développement durable" aura lieu à Palerme les 15 et 16 mai.

Qui compose ces forums ?

Chaque forum regroupe environ 200 participants issus de la société civile des deux rives, dont cent "qualifiés", l'"Assemblée des Cent" (dix représentants désignés par chacun de dix États).

Et ensuite ?

L'"Assemblée des Cent" fera, lors du forum de Tunis les 11 et 12 juin, une synthèse qui doit aboutir, lors du Sommet des deux rives qui se tiendra à Marseille les 23 et 24 juin en présence du président de la République, à une déclaration à l'adresse des chefs d'État et de gouvernement. Elle présentera un ensemble de projets et d'initiatives issus des forums thématiques préparatoires présenté par les chefs de file des dix délégations. "Les Dix" seront conduits par leur présidente, la cheffe de file de la délégation tunisienne et prix Nobel de la Paix, Ouided Bouchamaoui. Le Sommet répondra à l'adresse de l'"Assemblée des Cent" par des engagements pour une nouvelle ambition en Méditerranée fondée sur les principales initiatives identifiées.

L'ANALYSE DE PATRICIA RICARD CHEFFE DE FILE DES QUALIFIÉS FRANÇAIS, PRÉSIDENTE DE L'INSTITUT OcéANOGRAPHIQUE PAUL-RICARD

"Le principal défi est l'éducation, l'éducation et l'éducation"

Quel est le but du Sommet des deux rives ?

Selon l'idée du président Macron, c'est de discuter de projets concrets à mettre en place rapidement. La société civile propose, de grands bailleurs peuvent accompagner. L'idée est de profiter des expériences de chacun dans tous les domaines, comme, ici, dans la culture, le tourisme, le développement durable, le social, les médias. Tout ce qui peut contribuer à faire une Méditerranée plus forte, plus résiliente face au changement climatique, plus attractive d'un point de vue économique ou touristique.

Et s'enrichir de nos différences...

Bien sûr, c'est primordial. Ainsi, si demain on n'avait plus l'air conditionné, on peut se souvenir que nous avons toujours vécu en Méditerranée dans des maisons très fraîches alors qu'il faisait très chaud. On a aussi la meilleure mémoire de la sobriété hydrique... On peut chercher dans nos traditions tout ce qui peut aider à faire face au changement climatique, aux problèmes du moment.

Et concernant les jeunes ?

Face au boum démographique de la rive sud, il faut voir comment créer avec cette jeunesse, une génération qui partage les mêmes valeurs à travers les réseaux sociaux, l'éducation, la mobilité sur des projets labellisés. Il faut créer une appartenance méditerranéenne.

On a parfois le sentiment d'un fossé qui se creuse entre les deux rives...

On a surtout à faire à un fossé social qui se creuse de chaque côté des deux rives. Il y a cependant une nouvelle génération commune, la génération digitale, qui n'a pas les mêmes notions des frontières que nous. On a une jeunesse qui intègre ces problématiques de sécheresse et de climat parce qu'ils les vivent. Ce sont cette dynamique et ces valeurs partagées des deux côtés qui nous permettront de marier la jeunesse et la sagesse pour avoir, enfin, une Méditerranée plus heureuse.

Quel est le principal défi ?

L'éducation, l'éducation et l'éducation. Nous devons éduquer les jeunes et les moins jeunes au développement durable et au changement climatique, à la solidarité et à l'inclusion sociale, sans oublier



Patricia Ricard, cheffe de la délégation française.

la transmission des valeurs.

Que peut-on apporter au Sud, que peut nous apporter le Sud ?

Nous avons une technicité plus éprouvée au nord mais qui correspond à un monde de globalisation, de consommation de masse, de pollution, etc., en voie de disparition. Nous sommes en train de revenir de ces modèles productivistes qui

ont fait beaucoup de mal, y compris aux niveaux social et environnemental. Il y a sur la rive sud, une sagesse, une sobriété, un goût du local qui aujourd'hui rejoint nos aspirations. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

Vous sentez un désir de changement ? De partage, dans ces forums ?

Oh oui! Tous les participants ont envie. On ne sait peut-être pas encore de quoi. Mais il y a une vraie attractivité, presque une gourmandise, à travailler, à faire avancer les choses ensemble.

Que peut faire la société Ricard pour, justement, y contribuer ?

À travers l'Institut océanographique Paul-Ricard, nous pouvons faire profiter de 50 ans d'expérience, qui se traduisent par un lien public-privé, mais aussi sur le terrain comme à Six-Fours ou avec les universités et les ONG. C'est cet approche qu'il faut privilégier car si votre projet n'est pas dans l'air du temps, il n'attirera personne et n'aura pas de pérennité économique. C'est cette approche qu'il faut privilégier. Et on peut y aider.

Recueilli par F.C.

L'INTERVIEW DE JEAN-BAPTISTE LEMOYNE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

"Il faut retisser les liens qui unissent nos sociétés depuis des siècles"



Jean-Baptiste Lemoine. / PHOTOS FC

Montpellier vient de recevoir le Forum culture, médias et tourisme de la Méditerranée. Quel est l'objectif de ce sommet alors que les rives nord et sud de la Méditerranée

sont en crise ?

C'est justement lorsqu'il y a des soubresauts de l'Histoire que se construit le meilleur. Regardez la construction européenne, elle a débuté juste après le second conflit mondial et, de cela, on a su tirer des conclusions et travailler main dans la main. Aujourd'hui, ce Sommet des deux rives a l'ambition de retisser des liens pluri-séculaire et indéniables entre nos sociétés. Montpellier en est un exemple: son université, vieille de huit siècles, a accueilli des savants, des étudiants venant de tous les pays de la Méditerranée. À la Renaissance, l'étudiant François Rabelais conseillait à son Panta-

gruel d'apprendre l'arabe, l'hébraïque, le latin, le grec... C'est pareil aujourd'hui: parce qu'on a besoin de relever ensemble un certain nombre de défis, climatique, environnemental, etc., on a la nécessité urgente de jeter des ponts pour apporter des réponses très concrètes. Et j'insiste sur le côté concret.

C'est-à-dire ?

Parfois, on peut avoir le sentiment que la diplomatie se résume à des communiqués, sans impact dans la vie quotidienne des gens. Emmanuel Macron souhaite que naisse de ce Sommet des deux rives des projets qui vont changer la vie dans les dix pays de la Méditerranée occidentale. Ça concerne la mobilité, la traduction, les écoles de la deuxième chance qui pourraient être fédérées, etc. Du concret, du palpable, du tangible. L'intérêt des cinq forums qui auront alors précédé le Sommet tient au fait que ce ne sont pas les gouvernements qui élaborent les projets mais la société civile. On part des besoins qu'elle exprime.

Que répondez-vous aux crispa-

tions, aux craintes qui se font jour des deux côtés de la Méditerranée ?

Effectivement, la crise des migrants a déchainé les passions, la Méditerranée est devenue un cimetière. Le sujet migratoire a été mal géré en 2015 car l'Italie et la Grèce se sont retrouvées seules, en première ligne, parce que certains dirigeants populistes en Europe comme Viktor Orban en Hongrie, ont refusé la solidarité la plus élémentaire. Tout ça pour dire que la réponse à ces défis, ce ne sont pas les égoïsmes nationaux, mais la coopération et le travail en commun. De ce point de vue-là, l'Europe comme l'Afrique ont besoin de construire un partenariat stratégique. Quand on regarde la vitalité démographique de l'Afrique subsaharienne, on se rend bien compte qu'il y a nécessité à travailler ensemble, à privilégier le développement durable. La France augmente d'ailleurs ses crédits à l'aide publique au développement pour favoriser la création d'emplois, de petites entreprises, là-bas, afin que les jeunes puissent trouver à s'employer et ne plus prendre les routes de la nécessité. Nous voulons faire de la Méditerranée

un lieu où l'on récolte les bonnes idées et non plus un cimetière. On y arrivera ensemble et non pas l'un contre l'autre.

Par quoi pourraient se traduire les projets que vous esquissez alors que dans le même temps on réduit les facilités aux étrangers qui souhaitent venir étudier chez nous ?

Toutes les initiatives qui vont être labellisées par les sociétés civiles qui se réuniront à Tunis les 11 et 12 juin pour les présenter ensuite à Marseille, devront être suivies et accompagnées. Nous allons leur ouvrir les portes des bailleurs de fonds, de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement, leur ouvrir des partenariats avec des institutions internationales, comme l'Unesco ou la Francophonie. Il faut un suivi. La France l'assurera grâce à un certain nombre de mécanismes comme l'Union pour la Méditerranée ou grâce aux crédits européens qui ne sont pas consommés parce que les projets ne sont pas aboutis.

Et concernant les étudiants...

La hausse des frais d'inscription n'a pas engendré de renoncements massifs à venir étudier dans nos universités. Au Sénégal, le nombre de dossier déposé a même augmenté de 20%. Pour faire face aux demandes et ne pas nuire à la mobilité, les bourses, notamment d'exonération, ont été multipliées par trois. Les universités peuvent aussi en accorder.

Comment ont été choisis les membres de la société civile qui participent à ces forums ?

La grande nouveauté, c'est que ce sont des personnalités qualifiées. La France a demandé à chacun des pays que ce soient des représentants d'associations, des gens engagés, non des fonctionnaires ou des diplomates. Et aussi, que la parité soit respectée. Ça été dur à obtenir mais on l'a eue. Les femmes ont beaucoup à apporter de par leur expérience. Huit des dix chefs de file sont des femmes. C'est un très beau symbole au moment où nos sociétés sont rongées par la montée de certains obscurantismes dont le radicalisme islamiste.

Recueilli par F.C.